

Appel à articles

Revue des politiques
sociales et familiales

Familles et mal-logement

Coordination : **Isabelle Frechon** (Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines – Laboratoire Printemps) **Marie Loison** (Université Sorbonne Paris Nord – Laboratoire Printemps) et **Vanessa Stettinger** (Université de Caen – Centre de recherche risques et vulnérabilités).

Les auteurs et autrices sont invité.es à soumettre un titre d'article, avec son résumé (300 mots env.) et ses mots-clés en indiquant si l'article proposé est un article scientifique ou un article de synthèse, d'étude ou de méthode, ainsi qu'une brève note biographique, pour le 20 mars 2026 à la rédactrice en chef de la revue (rpsf@cnafr.fr) et à l'équipe de coordination du numéro thématique : isabelle.frechon@uvsq.fr, marie.loison-leruste@univ-paris13.fr, vanessa.stettinger@unicaen.fr

Mots clés : mal-logement – famille – genre – sans-domicilisme – pauvreté – intervention sociale

La Revue des politiques sociales et familiales

Créée en 1985, la *Revue des politiques sociales et familiales* (*Recherches et Prévisions* de 1985 à 2009, puis *Politiques sociales et familiales* jusqu'en mars 2015) est une publication scientifique trimestrielle et pluridisciplinaire à comité de lecture. Elle publie des **travaux de recherches originaux** dans le champ des **politiques familiales et sociales** (dispositifs d'action publique, prestations, offres de services, acteurs et actrices de ces politiques, publics visés, etc.) ainsi que sur les évolutions touchant à **la famille, l'enfance, la jeunesse, la parentalité, la pauvreté et le logement**. La revue accepte des articles de toute discipline en **sciences humaines et sociales**. Son caractère pluridisciplinaire oblige les auteurs et autrices à adopter un langage clair et à préciser ce qui ne relève pas du langage courant (présentation de dispositifs, de concepts théoriques, de méthodes d'enquêtes particulières, etc.).

La RPSF est construite en numéros thématiques, qui sont, le cas échéant, complétés de contributions proposées en varia à la revue. Elle est composée de différentes parties, toutes soumises à expertise :

- les « **Articles scientifiques** » (60 000 signes espaces compris maximum). Il s'agit de contributions originales fondées sur un matériau empirique ;
- les articles de « **Synthèses et perspectives** » (30 000 signes) proposent des analyses problématisées de littérature grise ou de synthèses de recherche ;
- les articles d'« **Études** » (30 000 signes), plus courts que les articles scientifiques, présentent des premiers résultats d'enquêtes quantitatives (statistiques descriptives notamment) ou qualitatives (enquêtes exploratoires, études, recherches en cours) en les situant dans leur champ de recherche ;
- les articles de « **Méthodes** » (30 000 signes) discutent les outils de récolte de données dans le champ couvert par la RPSF (apports et limites de ces méthodes, discussion d'indicateurs, etc.) ;
- les « **Comptes rendus** » sont des présentations d'ouvrages (8 000 signes) et de colloques (20 000 signes), problématisées en rapport avec les domaines d'intérêt de la revue. Les comptes rendus ne peuvent être effectués par les auteurs des ouvrages ou les organisateurs des colloques recensés.

Présentation du numéro thématique

Pendant longtemps, le « SDF » (sans domicile fixe), incarné par un homme blanc, isolé et relativement âgé, a représenté la figure classique de l'exclusion liée au logement et de la « désaffiliation sociale », c'est-à-dire la rupture des liens professionnels et familiaux, qui expose les individus à l'isolement et à la précarité (Castel, 1995). Mais le sans-abrisme n'est que la face visible d'une précarité résidentielle qui prend de nombreuses formes et ne se limite pas à la vie à la rue ou dans des lieux non prévus pour l'habitation. La Fondation pour le logement des défavorisés estime qu'en 2025, un peu plus de 4 millions de personnes sont touchées par le mal-logement, qu'il s'agisse de personnes privées de logement personnel (sans abri et sans domicile, hébergées à l'hôtel, chez des tiers) ou vivant dans des conditions de logement très difficiles (surpeuplement, insalubrité, etc.) (Fondation pour le logement des défavorisés, 2025). Nous entendons par mal-logement un spectre large de situations : absence de logement personnel (personnes sans domicile – dont les sans-abri – ou vivant dans des caravanes, des squats, chez des tiers, etc.), hébergement contraint ou instable, logement indigne ou surpeuplé, menace d'expulsions.

Le mal-logement touche aujourd'hui une frange de la population très hétérogène. Depuis le début des années 2000, des personnes étrangères, plus jeunes, plus âgées, des enfants, des femmes sont touchées, transformant les visages de l'exclusion résidentielle (Dietrich-Ragon et Loison, 2024). C'est particulièrement le cas des « familles ». Dans une perspective très hétérocentrée, ce terme est appréhendé (sans être défini explicitement) par les politiques publiques de lutte contre les exclusions liées au logement comme un ensemble de personnes liées entre elles par des liens de filiation, comprenant généralement un ou plusieurs adultes (parents) et leurs enfants.

Ce numéro propose de s'intéresser à la manière dont ces « familles » sont définies par les politiques publiques en interrogeant les contours des catégories ainsi forgées, et de comprendre l'articulation entre expériences familiales et formes contemporaines ou plus anciennes de mal-logement. En explorant la diversité des configurations familiales, des trajectoires résidentielles et des réponses publiques, il s'agira de saisir à la fois ce que le mal-logement fait à la famille, en termes de liens, de tensions, de ruptures, de solidarités ou de reconfigurations et ce que l'évolution des familles (au cours du temps, des cycles de l'âge, des formes familiales) fait au mal-logement, en partant de leurs pratiques, de leurs ressources et de leurs contraintes. La pluralité des situations de mal-logement invite à croiser les regards et les méthodologies pour mieux saisir les effets du logement sur les parcours de vie, les dynamiques familiales et le rapport aux institutions.

Ce numéro de la *Revue des politiques sociales et familiales* (RPSF) est structuré en trois axes qui invitent anthropologues, sociologues, historiens, politistes, démographes, ou juristes, en France et à l'étranger, à interroger tout d'abord les catégories d'action publique employées, les indicateurs et les dispositifs mis en œuvre pour aider les familles à se loger ou à être hébergées. Le premier axe questionne les politiques publiques mises en œuvre et les dispositifs déployés : quels étaient et quels sont aujourd'hui les différents types de dispositifs qui s'adressent aux « familles » ? Quelles sont celles qui sont ciblées par les politiques publiques et celles qui sont au contraire « oubliées » ? Quelles sont leurs caractéristiques ? Le deuxième axe s'intéresse davantage aux ruptures et aux trajectoires familiales en contexte de mal-logement. Quelles sont les causes et les effets du mal-logement sur les relations familiales ? Enfin, le troisième axe invite à la réflexivité. Comment enquêter auprès de ces familles, sachant que les chercheurs et chercheuses doivent affronter une triple difficulté : celle d'être face à des personnes en grande difficulté socio-économique, de devoir comprendre et rendre compte des relations familiales, souvent empreintes de ruptures et de violences, et d'entrer dans l'intimité des espaces habités par ces familles.

Axe 1 : Catégorisations institutionnelles du mal-logement et des familles

Ce premier axe explore la manière dont les politiques publiques du logement et de l'hébergement construisent des dispositifs à destination des familles et la façon dont elles les sélectionnent, les hiérarchisent voire les invisibilisent. Quels étaient et quels sont les dispositifs d'aide au (re)logement et à l'hébergement à destination des familles ? Comment sont construites les catégories de mal-logement et de famille ? Comment sont-elles mobilisées par les politiques publiques, à travers les critères d'attribution des droits ou les dispositifs d'accompagnement ? Quels sont les effets de ces catégorisations sur les trajectoires des familles en situation de précarité vis-à-vis du logement et de l'hébergement ?

Production des catégories

La famille s'est beaucoup transformée depuis plusieurs décennies (Domínguez-Folgueras et Lesnard, 2018 ; Dechaux et Le Pape, 2021). Elle ne se limite plus au modèle traditionnel de la « famille conjugale » hétérosexuelle, même si celui-ci reste majoritaire. De nouvelles configurations familiales se sont développées et certaines d'entre elles sont particulièrement touchées par le mal-logement. C'est notamment le cas des familles monoparentales ou

recomposées et de certaines familles exilées¹, qui rencontrent des difficultés spécifiques d'accès au logement et connaissent, plus que les autres, une forte précarité résidentielle (Fondation Abbé Pierre, 2023). Le mal-logement des familles renvoie aujourd'hui comme hier à une multitude de situations, parfois bien repérées par les politiques publiques, parfois au contraire sous-estimées voire ignorées. Des sans-abri aux propriétaires en situation de précarité énergétique, en passant par les personnes accueillies dans des hôtels ou des centres d'hébergement, les personnes occupant des squats, vivant dans des camions ou des caravanes ou les locataires de logements précaires ou surpeuplés, les figures du mal logement sont nombreuses et ne renvoient pas toujours aux mêmes réalités historiques, sociales et économiques (Dietrich-Ragon et Loison, 2025).

Dans ce numéro, nous serons intéressées par des contributions qui cherchent à mieux comprendre comment et par qui sont définies les catégories d'action publique utilisées pour rendre compte des situations des familles vivant dans ces hébergements ou logements précaires. Que signifie « faire famille » pour les institutions qui prennent en charge, hier et aujourd'hui, ces populations exclues du logement dit « ordinaire »² ? Quelles formes de normativité familiale sous-tendent les politiques de logement et d'hébergement ? Comment les formes vécues de la famille se heurtent-elles aux conceptions institutionnelles du « ménage » ou de la « famille conjugale » ?

Catégories, accès aux droits et critères de priorité

La production des catégories d'action publique exerce des effets très concrets sur les familles. Les dispositifs d'hébergement, très segmentés, ne proposent pas toujours de places pour l'ensemble des membres de la famille et les mères sont parfois hébergées avec leurs enfants dans certains lieux tandis que des places à destination d'hommes « isolés » sont proposées aux pères (Eberhard, Guyavarch et Le Méner, 2016). Les familles dites « atypiques », celles qui ne correspondent pas aux normes institutionnelles, font également l'objet de séparations quand elles ne se trouvent pas, du fait même de leur particularité, écartées des dispositifs d'action publique. C'est le cas, par exemple, des couples de mineurs ayant des enfants, qui ne sont pas reconnus comme une famille par les institutions d'aide, mais aussi, plus largement, des configurations familiales ne reposant pas uniquement sur un lien conjugal, comme celle d'un enfant et sa mère vivant avec le frère mineur de celle-ci (Eloy, 2025). Dans ces cas, l'articulation entre catégories de logement et catégories de familles peut-elle produire du non-recours, des ruptures de droits voire des formes d'exclusions ?

L'augmentation du nombre des séparations conjugales a souvent conduit à faire reposer la charge parentale sur les mères, dont la faiblesse des revenus les rend particulièrement vulnérables aux situations de pauvreté et au mal-logement (Bugeja-Bloch et Crepin, 2020 ; Deshayes, 2018), notamment dans les grandes villes (Challe et al., 2021 ; Drieux et al., 2016).

¹ K. Akoka (2020) propose ce terme pour dépasser la distinction historiquement construite entre personnes réfugiées et migrantes. Les premières sont perçues comme plus légitimes à accueillir du fait de la contrainte (politique notamment) qui les obligerait à quitter leur pays. Au contraire, les personnes « migrantes » sont étiquetées comme ayant volontairement choisi de venir en Europe, le plus souvent pour des motifs économiques.

² « Un logement ordinaire est défini par opposition à un logement offrant des services spécifiques (résidences pour personnes âgées, pour étudiants, de tourisme, à vocation sociale, pour personnes handicapées, couvents, prisons, etc.) » (Cabanne et Richet-Mastain, 2021, p. 112).

Face à cette évolution des structures familiales, l'offre de logements disponibles n'est pas toujours adaptée – en termes de tailles, de coût, de localisation, etc. – à ces nouvelles configurations familiales. À l'instar d'autres travaux (Lefaucheur, 2019 ; Neyrand, 2001), des contributions analysant ces évolutions et leurs effets sur les conditions de vie des familles et les politiques publiques sont attendues.

Dans un contexte de pénurie des places ou de logements disponibles, de nombreuses recherches (Dietrich-Ragon, 2010 ; Brousse, 2006 ; Bourgeois, 2017) ont montré l'existence de critères de priorisation visant à « sélectionner » les personnes en fonction de leur vulnérabilité, de leur âge, de leur sexe, de leur statut administratif, etc. L'attribution de logements sociaux pour les familles les plus précaires dépend ainsi des caractéristiques de la famille, croisées avec la taille du logement demandé. Des travaux ont montré qu'elle est globalement défavorable aux familles monoparentales (Bonnal, Boumahdi et Favard, 2012). Les bailleurs privés, en particulier, opèrent un tri parmi les candidats et candidates à la location, privilégiant les profils les plus stables au détriment des ménages fragilisés par des revenus irréguliers, une précarité professionnelle ou des critères ethniques (Pan Ké Shon et Scodellaro, 2016). Comment les critères d'attribution se combinent-ils ou s'opposent-ils, et quels effets produisent-ils sur les populations accueillies dans les structures d'aide (centres d'hébergement, pension de famille, hôtels sociaux, etc.) et sur la vie familiale ? Comment le genre, la race ou l'âge interviennent-ils dans ces processus de catégorisation des personnes en demande de logement ou d'hébergement ? En quoi ces rapports sociaux peuvent-ils constituer des ressources protectrices ou, au contraire, des facteurs de vulnérabilisation face au logement ?

Des articles adoptant des perspectives variées (socio-historique, géographique, politique, économique) et comparative (y compris dans une perspective internationale ou transnationale), montrant l'évolution de ces critères d'attribution ou analysant les effets de ces politiques sur les familles concernées et sur les pratiques des professionnelles chargées de les mettre en œuvre, seront bienvenus.

Catégorisation et invisibilisation

Nommer certains groupes sociaux sous des termes tels que « famille » ou « parents isolés » contribue à structurer les politiques sociales, mais participe aussi à invisibiliser certaines réalités, notamment celles des femmes et des populations migrantes. Les politiques publiques, en ciblant les « parents isolés », occultent à la fois la surreprésentation des femmes dans cette catégorie et l'hétérogénéité de leurs situations, souvent liées à des parcours migratoires ou à des ruptures familiales (Eydoux, 2022). De même, les termes, « prostituées », « victimes de violence conjugale » ou « familles monoparentales » utilisés par les institutions d'aide et les politiques publiques pour cibler les publics en difficulté vis-à-vis du logement et leur proposer des solutions d'hébergement, tendent à effacer la dimension structurelle du mal-logement et du sans-domicilisme féminin, en le reléguant à des problématiques individuelles ou morales (Loison, 2023). Ces catégories traduisent aussi la difficulté à penser les spécificités des situations des femmes face au logement (Loison, 2023a ; Salembier, 2023 ; Wardhaugh, 1999) et leur place en dehors de la norme familiale hétérosexuelle.

Les études sur les « familles » sans domicile réalisées par l'Observatoire du Samusocial de Paris montrent par exemple que ces dernières représentent une part croissante de la population sans logement personnel. Comme dans la population générale, la monoparentalité y est majoritairement féminine et elle s'accompagne d'une surreprésentation de personnes ayant connu une trajectoire migratoire (Guyavarch et Le Méner, 2014). Qu'il s'agisse des données du 115, de celles de l'enquête sur la « santé mentale et les addictions chez les personnes sans logement personnel en Île-de-France » (Samenta, réalisée en 2009) ou de l'enquête « Enfants et familles sans logement » (Enfams, menée entre 2011 et 2013), le constat est identique (Eberhard, Guyavarch et Segol, 2017). Pourtant la place des femmes dans ces « familles » est rarement questionnée et la dimension du genre souvent ignorée. Comment certaines formes familiales — monoparentales, homoparentales, élargies, recomposées, migrantes, sans enfant mineur ou encore issues de l'aide sociale à l'enfance — sont-elles prises en compte ou invisibilisées par les dispositifs d'action publique ? Quels effets pratiques ces catégories produisent-elles sur l'accès aux droits et aux dispositifs ?

Axe 2 : Trajectoires et vécus du mal-logement dans les familles

Le logement constitue un support essentiel d'ancrage et d'intégration sociale (Bonvalet et Gotman, 1993). En fragilisant les réseaux de sociabilité, les solidarités familiales et les liens institutionnels, la précarité résidentielle peut conduire à des formes d'exclusion sociale et spatiale. L'étude des trajectoires de mal-logement montre que les difficultés d'accès à un logement stable constituent non seulement un facteur de risque de marginalisation et de désaffiliation (Castel, 1995), mais se traduisent aussi souvent par un déclassement résidentiel, c'est-à-dire un décalage entre la position sociale atteinte et des conditions d'habitat dévalorisantes (Dietrich-Ragon, 2013). Cette perte de statut est aussi symbolique : elle génère une souffrance sociale (Gaulejac et al., 1999) et expose les ménages à des processus de disqualification³ (Paugam, 2006) et de stigmatisation⁴ sociales (Goffman 1975).

Toutefois, ces difficultés peuvent également donner lieu à des stratégies résidentielles (Bonvalet et Fribourg, 1990) permettant aux familles de recomposer leur rapport au logement, de résister à la dévalorisation et, parfois, d'accéder à des formes de reclassement (Dietrich-Ragon, 2013). Les situations de mal-logement ne renvoient donc pas seulement à des conditions matérielles dégradées, mais sont révélatrices des rapports sociaux, des hiérarchies résidentielles et des trajectoires biographiques, affectant de manière différenciée les familles selon leur origine sociale, leur sexe, leur statut migratoire ou leur âge.

L'enquête Enfams et le rapport de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale sur le mal-logement (Driant et Lelièvre, 2018) ont mis en évidence les difficultés rencontrées par les familles et leurs répercussions sur le développement des enfants vivant sans logement personnel ou dans un logement dégradé. Touchant davantage les familles monoparentales ou issues de l'immigration, ces situations sont fortement corrélées à une fragilisation de la santé physique et mentale, tant des mères que des enfants (Clair, 2019 ;

³ La disqualification sociale est le processus d'affaiblissement ou de ruptures des liens sociaux (Paugam, 2006)

⁴ La stigmatisation renvoie au discrédit que subit un individu lors d'une interaction en raison de ses caractéristiques physiques, de ses traits de caractères ou de son appartenance à un groupe.

Marçal et al., 2023 ; Vandentorren et al., 2025 ; Roze et al., 2019). Dans ce numéro, il s'agit de mieux étayer les dynamiques à l'œuvre qui entraînent ces difficultés de logement.

Ainsi, ce deuxième axe vise à comprendre les effets concrets du mal-logement sur la vie familiale à différents moments de la trajectoire de vie, de l'enfance à la vieillesse. Il s'intéresse à la manière dont les familles composent avec ces situations : circulations entre dispositifs, ajustements quotidiens, transformations des rôles et des solidarités familiales au fil de l'existence en tenant compte des événements biographiques (Dubar et Nicourd, 2017). Ces tournants marquants transforment en effet durablement la vie d'une personne et éclairent les dynamiques sociales qui la façonnent (naissance d'un enfant, séparation, deuil, maladie, handicap). Les liens familiaux intra et intergénérationnels constituent-ils des leviers qui permettent de faire face au mal-logement, d'en sortir ou au contraire des freins qui amènent à y entrer ou y rester ? Le logement est-il une ressource ou une contrainte dans les parcours familiaux en particulier lors des moments de vulnérabilité (séparation conjugale, décès, naissance, maladie, handicap, perte d'autonomie, placement d'enfants, soins aux personnes âgées, accueil d'un parent ou d'un enfant en difficulté) ?

Causes et conséquences du mal-logement sur les relations familiales

Les conditions de logement précaires peuvent affecter profondément les relations familiales et l'exercice de la parentalité (Chantont et al., 2023 ; Dietrich-Ragon, 2015 ; Dietrich-Ragon, 2017 ; Stettinger, 2023). Les familles vivant dans des logements insalubres, surpeuplés ou connaissant une instabilité résidentielle ont plus de risques de connaître des tensions en leur sein, celles-ci pouvant engendrer des violences intrafamiliales et des séparations. Contraintes de naviguer entre des dispositifs sociaux et des solutions de fortune — hébergement d'urgence, chez un tiers, hôtels, foyers, campings à l'année, relogement social, squats — les familles voient leur quotidien continuellement recomposé, avec des effets directs sur la composition du foyer, la cohésion familiale et les conditions de vie de chacun de ses membres (DeLuca, Wood et Rosenblatt, 2019 ; Dietrich-Ragon et Loison, 2025b).

Dans un contexte de territorialisation de nombreux droits sociaux, les trajectoires résidentielles heurtées des familles ont aussi des conséquences sur leur accès aux droits : comment obtenir des prestations, bénéficier d'un accompagnement social, scolariser ses enfants, participer à des actions de soutien à la parentalité, accéder à un mode de garde (crèche, assistante maternelle), quand les familles sont hébergées successivement dans différents hôtels ou centres d'hébergement ?

Les migrations, les ruptures conjugales, les décès ou les placements d'enfants sont également des facteurs courants de précarisation résidentielle. Comment les familles parviennent-elles à gérer le passage d'un dispositif d'hébergement à un autre ? Quels sont les effets des expulsions (François, 2023) sur les familles ou de la précarité énergétique, mêlant faibles ressources financières, mauvaise qualité de logement et prix croissants de l'énergie (Musso et al., 2015) ? Et comment vivent-elles les relogements contraints par les arrêtés de mise en péril dans des formes d'habitat indigne (Aussedat, 2025) ? Comment ces conditions de logement affectent-elles les relations familiales, les recompositions, les séparations, les solidarités intergénérationnelles, les ruptures ou les violences ? Quelles en sont les conséquences sur les liens parents-enfants ou entre membres de la fratrie ?

Par ailleurs, les hommes sont plus affectés par la perte de soutien familial, ce qui les expose davantage à la rue (Laé et Murard, 1996). Les femmes, quant à elles, sont davantage prises en charge par les institutions en ayant la charge des enfants. Elles sont à la fois mieux protégées et prioritaires dans l'accès au logement ou à l'hébergement d'urgence, mais aussi davantage soumises à des injonctions genrées, en lien avec la maternité, la sexualité ou la féminité (Ganne, Dietrich-Ragon et Frechon, 2019 ; Loison-Leruste et Perrier, 2019 ; Loison, 2023b ; Stettinger, 2023 ; Bayer, Cardi, Helfter et Rollin, 2023). Les frontières et la valence différentielle entre (mal-)logement et hébergement peuvent aussi être questionnées : le logement peut être, pour les femmes, un lieu d'exposition aux violences de genre où elles ne se sentent pas chez elles, mais « *homeless at home* », « sans domicile à domicile » (Wardhaugh, 1999 ; Loison, 2025). Dans ce cas, l'hébergement d'urgence peut devenir un moyen d'échapper à des situations familiales toxiques et constituer une première étape avant de retrouver des conditions de vie plus sécurisantes et un véritable « chez-soi ».

Si, pour les parents, l'instabilité du logement ou le vécu dans des conditions de logement précaire comme l'hôtel fragilise la possibilité d'exercer pleinement le rôle parental et de maintenir un cadre éducatif stable (Eloy, 2020 ; Quennehen, 2025), pour les enfants, il affecte directement les conditions de vie : isolement social, discontinuités scolaires, sentiment d'insécurité, d'anxiété et de honte. Ces effets se traduisent parfois par des séparations forcées — éloignement d'un parent, fratries éclatées, enfance passée à l'hôtel (Clair, 2019). Quels sont les effets du mal-logement sur les liens familiaux quand il implique l'éloignement parental ou l'éclatement des fratries ?

Chez les personnes âgées, la précarité résidentielle a des effets sur l'autonomie, les relations sociales et la possibilité de rester à domicile (Dejoux et Gaimard, 2021 ; Gilbert et Overney, 2021). Ces effets, différenciés selon l'âge, traversent aussi d'autres sphères de vie — la santé, l'emploi, l'accès aux droits et à l'aide sociale — et s'observent tout particulièrement dans les situations de handicap (Baudot et Chevallier, 2025 ; Fondation pour le logement des défavorisés, 2025). Comment les institutions gèrent-elles alors les problématiques des familles doublement vulnérables, d'un point de vue social et sanitaire (Bussi, 2023) ?

Des propositions portant sur les causes et les conséquences des trajectoires résidentielles sur les dynamiques familiales et la parentalité seront attendues, afin de caractériser plus finement les répercussions directes ou indirectes du mal-logement, de l'hébergement ou de l'absence de toit sur les individus selon leur âge, leur sexe, leur orientation sexuelle, leur origine, leur santé ou leur handicap.

Vivre le mal-logement en famille. Appropriation des espaces et relations sociales

« Habiter » un logement précaire implique des ajustements constants et des stratégies (Dietrich-Ragon, 2017 ; Gilbert et Overney, 2021 ; Le Méner, 2016). Les familles s'approprient des lieux d'hébergement ou les objets qu'ils contiennent pour tenter de faire exister un « chez-soi », mais vivent aussi le non-ancrage résidentiel de manière douloureuse. Les tentatives pour (re)créer des liens dans des formes d'habitat très précaires sont souvent entravées par l'instabilité et l'insalubrité des logements (Girola, 2011 ; Le Bars, 2018). Certaines solutions comme le camping peuvent alors servir à contourner les stigmates que la précarité du logement entraîne (Lion, 2024). Que signifie « habiter » un logement précaire ? Comment y

(re)créer des liens ? Comment les familles s'approprient-elles un lieu d'hébergement ou au contraire comment vivent-elles le non-ancrage résidentiel ?

La précarisation résidentielle produit aussi des effets de déclassement social, par exemple lorsque d'anciens propriétaires deviennent locataires du parc social malgré une amélioration matérielle (Habouzit, 2020), en particulier pour les familles modestes ou anciennement insérées socialement. La perte d'un logement ancien, parfois détenu de longue date, marque une rupture biographique, un effacement des repères liés à la transmission, à l'ancrage local et à la continuité familiale. Quels sont les effets durables du déclassement résidentiel sur les familles populaires, qu'il s'agisse de parcours anciens ou de trajectoires migratoires plus récentes ? Et comment les familles s'inscrivent-elles dans la géographie et l'histoire de ces lieux ? Alors que les anciennes formes de logements à destination des hommes et femmes salariées modestes et des ouvriers et ouvrières comme les « garnis »⁵ (Faure et Lévy-Vroelant, 2007) sont de plus en plus rares, vétustes et surpeuplées, que signifie aujourd'hui vivre à l'hôtel, dans des centres d'hébergement ou des logements insalubres dans un contexte de pénurie de logements pour les plus démunis ?

Les relations de voisinage dans les contextes de mal-logement oscillent entre proximité, entraide et mise à distance (Dietrich-Ragon, 2015 ; Lion, 2024 ; Loison-Leruste, 2014). Si les familles vivant dans des logements précaires peuvent s'appuyer sur des réseaux de solidarité denses et intenses ou des sociabilités communautaires resserrées (Mohammed, 2015), elles sont également confrontées à des tensions et à des conflits avec leur voisinage (Stettinger, 2025). Ces dynamiques ambivalentes structurent leur quotidien et ont des répercussions sur le bien-être de chaque membre de la famille. Dans ce contexte, des travaux permettant de mieux comprendre comment le voisinage — souvent lui-même marqué par la précarité résidentielle — peut constituer un appui, un réseau de solidarité sur lequel s'appuyer ou au contraire renforcer les fragilités des familles seront les bienvenus. Comment ce soutien de proximité est-il perçu, valorisé ou encore déconsidéré par les institutions d'aide au mal-logement, voire par les politiques publiques plus larges en matière de soutien aux familles et de protection de l'enfance ?

Axe 3 : Réflexivité méthodologique et conditions d'enquête

Ce dernier axe invite à une réflexion méthodologique et épistémologique sur les conditions d'enquête auprès des familles concernées par le mal-logement, des institutions publiques qui les encadrent et des acteurs et actrices qui les soutiennent. Qu'il s'agisse de collectes de données quantitatives ou qualitatives (et notamment ethnographiques), le terrain du mal-logement invite à questionner le rapport au terrain et à avoir recours à des pratiques différentes de celles utilisées dans les études en logement ordinaire. À l'instar des enquêtes « Sans-Domicile » conduites par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) et l'Institut national d'études démographiques (Ined), il s'agit par exemple de penser des dispositifs adaptés à des publics difficiles à enquêter, mobilisant des partenariats étroits avec les associations et les institutions d'aide, et intégrant les contraintes matérielles et relationnelles du terrain dans la construction même des outils de recueil de données (Marpsat, 2023).

⁵ Maison ou chambre louée meublée.

Les conditions d'enquête au sein de l'espace privé des familles interrogent également la nature et la qualité des données ainsi que l'éthique de la recherche. Les informations librement partagées ou, au contraire, tues peuvent être fragmentées et parfois difficiles à recueillir. Elles requièrent souvent un temps de présence prolongé dans l'espace intime (Schwartz, 2012 ; Stettinger, 2024), confrontant parfois chercheurs et chercheuses à des dilemmes éthiques et pratiques (Loison-Leruste, 2020). L'enjeu de la honte sociale peut même, dans certains cas, empêcher tout accès au logement, rendant nécessaire l'exploration de modalités alternatives de recueil de données, telles que le recours au distanciel (Sponton et al., 2022). Le développement de méthodes mixtes (Dietrich-Ragon, Loison, 2025) et de dispositifs multilingues ou numériques, comme dans l'enquête Sans domicile 2025, ouvre ici des perspectives nouvelles pour atteindre des publics invisibles.

Les familles mal-logées peuvent être prises en charge par des associations d'aide au logement ou des institutions de protection de l'enfance, d'aide aux migrants ou encore aux personnes âgées. Enquêter sur des situations de grande précarité suppose alors de ne pas gêner l'action des structures d'aide (Marpsat, 2023). Mais il arrive aussi que des barrages institutionnels contraignent le champ de l'enquête (Issenhuth, Vivier et Frechon, 2010). Quel protocole mettre en place en tenant compte de ce contexte d'entrée sur le terrain ? Comment faire en sorte que l'institution soit un levier plutôt qu'un frein à l'enquête ? Comment, par ailleurs, dépasser les catégories institutionnelles qui définissent la « famille mal-logée » — souvent à partir de critères administratifs ou d'éligibilité à l'aide — pour saisir la pluralité des configurations familiales et des expériences vécues, tout en maintenant une collaboration étroite et constructive avec les institutions productrices de catégories ?

Ces dernières peuvent aussi être des ressources indispensables au travail de recherche en facilitant l'accès aux familles, mais aussi en devenant des interlocutrices impliquées, permettant de faire évoluer les politiques publiques. Les échanges avec l'ensemble des acteurs et actrices peuvent ouvrir la voie à une analyse plus fine de la réalité sociale. Se pose alors la question de la réception de ces résultats : quelles précautions prendre et quels retours faire aux institutions sans altérer la confiance des personnes enquêtées et la solidité des résultats ? Comment ces derniers sont-ils pris en compte (ou, au contraire, ignorés) par les institutions une fois restitués ? Quel type de méthodologie ou de protocole d'enquête adopter pour favoriser le dialogue entre la recherche et les personnes enquêtées ou les institutions de prise en charge ?

Les conditions matérielles de l'enquête soulèvent en elles-mêmes des difficultés spécifiques. L'instabilité et l'exiguïté des logements, les violences intrafamiliales, la présence des enfants ou encore la densité de l'environnement domestique rendent parfois complexe la réalisation d'entretiens ou la passation des questionnaires et influencent l'analyse des matériaux recueillis. Les enquêtes à domicile ont ainsi mis en lumière les ajustements nécessaires pour saisir à la fois la matérialité des situations familiales et la manière dont les conditions de logement structurent la relation d'enquête (Sempé, 2022 ; Stettinger, 2024). La question de la rétribution des familles enquêtées se pose aussi. Comment indemniser les familles pour leur participation sans que cette compensation ne perturbe l'accompagnement institutionnel parfois en cours ni ne transforme l'engagement volontaire dans l'enquête en une nécessité économique (Markou et al., 2024) ? Cette indemnisation permet-elle effectivement de lever des freins à la participation à l'enquête pour les populations les plus précaires ?

Les débats méthodologiques concernent également l'articulation entre approches quantitatives et qualitatives, chacune apportant des éclairages distincts, mais complémentaires à la compréhension du mal-logement. Les méthodes quantitatives permettent de situer les situations individuelles dans un contexte plus large, de mettre en évidence des régularités et d'objectiver certains phénomènes sociaux. Les enquêtes qualitatives, pour leur part, rendent possible une compréhension fine des expériences vécues et des dynamiques relationnelles au sein des familles. Ces deux perspectives, loin de s'opposer, gagnent à être mobilisées conjointement pour saisir à la fois les structures globales et les réalités quotidiennes.

Plus largement, il importe d'interroger la place et l'apport de chacune de ces méthodes, tout en ouvrant la réflexion à d'autres modalités d'enquête susceptibles d'enrichir l'analyse. Au-delà des méthodes mobilisées, l'enquête confronte également chercheurs et chercheuses à ce qui n'est pas dit, aux silences⁶, à ce qui est oublié au cours de la trajectoire résidentielle. Les recherches portant sur les archives urbaines et les politiques de relogement (Delon, 2024 ; Fijalkow, 2016) rappellent combien la mémoire des quartiers détruits, les déplacements forcés et les recompositions spatiales peuvent être saisis à travers les documents laissés par les institutions, mais aussi à travers la parole des familles elles-mêmes. Comment utiliser ces matériaux ? Ces questionnements rejoignent les réflexions sur la temporalité des situations de logement, qui invitent à penser la dimension biographique des trajectoires (Marpsat, 2023).

L'exposition de l'intimité soulève en outre d'autres interrogations. Comment enquêter « aux marges de l'intimité » (Arnaud, 2025) ? Comment observer et documenter les pratiques d'habiter en situation précaire sans risquer de réitérer les violences déjà subies, autrement dit sans réactiver, par le dispositif d'enquête lui-même, l'expérience des manques matériels, des restrictions quotidiennes qui structurent ces conditions de vie (Bourdieu, 1993 ; Desmond, 2016) ? Quelles précautions méthodologiques adopter dans l'usage de la photographie, des observations *in situ* ou des récits familiaux ? L'entrée dans l'intimité domestique, le recueil de récits de vie et l'observation des pratiques quotidiennes ne vont pas sans risque de renforcer la vulnérabilité des personnes enquêtées ni d'exposer leurs « désordres familiaux » (Cardi, 2007 ; Serre, 2009 ; Stettinger, 2022 ; Stettinger, 2023), en les stigmatisant davantage (Beaud et Weber, 2010 ; Lazarus, 2012 ; Schwartz, 2012 ; Stettinger, 2024). L'éthique de la co-construction de la connaissance, développée dans le travail collaboratif de M. Marpsat avec A. Vanderburg (2004), invite ici à repenser la place des personnes enquêtées ou des institutions comme partenaires de recherche plutôt que simples « informateurs ».

Enfin, il convient de rappeler que l'expérience de terrain implique non seulement un rapport intellectuel, mais également corporel, sensoriel et émotionnel à la réalité observée (Schwartz, 2012). Se pose alors la question de savoir comment éviter les risques liés à un regard « ethnocentriste » (Weber, 2000), c'est-à-dire l'interprétation des pratiques et des représentations des familles uniquement à travers les catégories de pensée, les normes et les référentiels de l'enquêteur ou enquêtrice, sans prendre en compte la logique propre des acteurs et actrices enquêtées.

Cet axe propose ainsi d'explorer la réflexivité nécessaire à l'enquête sur le mal-logement et les familles mal-logées, en interrogeant les conditions d'accès, de restitution et de mise en

⁶ Voir le n°156 de la RPSF sur l'indicible dans les familles (à paraître en février 2026).

récit de situations marquées par la précarité, en examinant ce que l'expérience de terrain apporte à la compréhension des relations familiales dans ce contexte. Il s'agit aussi d'ouvrir un espace de discussion entre approches quantitatives, qualitatives et collaboratives, dans une perspective à la fois scientifique et éthique, attentive aux effets que la recherche produit sur les personnes et les institutions étudiées.

À travers ces trois axes, ce numéro thématique regroupera des articles scientifiques, des articles de synthèse, d'études et de méthodes et des comptes rendus d'ouvrages et de colloques permettant d'éclairer ces questions sous différents angles. Des articles fondés sur des matériaux empiriques recueillis en France ou à l'étranger, et traités en lien avec des approches diverses et éventuellement pluridisciplinaires sont attendus.

Processus éditorial

Les auteurs et autrices envoient d'ici le 20 mars 2026 un résumé (300 mots env.) et ses mots-clés en indiquant la rubrique et l'axe pour lesquels l'article est proposé, ainsi qu'une brève note biographique. Si la proposition de résumé est acceptée, l'article est à envoyer pour le 20 septembre 2026 au plus tard pour être expertisé (double évaluation) et discuté en Comité de rédaction. Il n'y a donc pas de garantie de publication de l'article avant validation par les experts scientifiques et acceptation de l'article par la revue au second semestre 2027.

Les consignes aux auteurs et autrices de la revue (en français et en anglais), à respecter pour tous les articles soumis, sont sur le site de la revue :

<https://www.caf.fr/presse-institutionnel/recherche-et-statistiques/publications/revue-des-politiques-sociales-et-familiales>

Calendrier

- **20 mars 2026** : date limite d'envoi des propositions de résumés
- **20 septembre 2026** : envoi des V0 des articles à l'équipe de coordination, suivis d'échanges avec les auteurs et autrices
- **20 novembre 2026** : soumission des articles à la rédactrice en chef et envoi en expertise
- **Février 2027** : Comité de rédaction
- **1^{er} mai 2027** : soumission des V2
- **Mai 2027 – décembre 2027** : réexpertise des articles, secrétariat de direction et maquettage
- **Fin février 2028** : Parution du numéro

Références bibliographiques mentionnées dans l'appel

Anton Alice et Benjamin Denecheau, 2023, Protection de l'enfance et scolarités. Le milieu ouvert à l'épreuve de la précarité, *Revue française des affaires sociales*, n° 3, p. 111-129.

Arnaud Clothilde, 2025, *Aux marges de l'intimité. Violences, espaces et relations affectives dans les parcours de femmes sans abri en migration*, Thèse de doctorat en sociologie sous la direction d'Emmanuelle Santelli, Université Lumière Lyon 2, Lyon.

Baudot Pierre-Yves et Tom Chevallier, L'assignation à résidence. La condition résidentielle des personnes handicapées en France, https://iresp.net/wp-content/uploads/2024/07/Rapport-final_RESIDHAN-2025-IReSP-CNSA.pdf (consulté le 24 novembre 2025).

Bayer Véronique, Cardi Coline, Helfter Clémence et Zoé Rollin, 2023, Des politiques sociales visant l'égalité de genre ? Principes et mises en œuvre dans le travail social, *Revue des politiques sociales et familiales*, n° 146-147, p. 3-12.

Beaud Stéphane et Florence Weber, 2010, *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte.

Bonnal Lilian, Boumahdi Rachid et Pascal Favard, 2012, Les déterminants de la durée d'accès à un logement social, *Revue économique*, n° 63, p. 721-741.

Bonvalet Catherine et Anne-Marie Fribourg, 1990, *Stratégies résidentielles : actes du séminaire organisé par Catherine Bonvalet et Anne-Marie Fribourg (Paris, 1988)*, Congrès et colloques / Institut National d'Études Démographiques 2, Éditions de l'Ined.

Bonvalet Catherine et Anne Gotman, 1993, *Le logement, une affaire de famille. L'approche intergénérationnelle des statuts résidentiels*, Paris, L'Harmattan.

Bourdieu Pierre, 1993, *La misère du monde*, Paris, Éditions du Seuil.

Bourgeois Marine, 2017, *Tris et sélections des populations dans le logement social. Une ethnographie comparée de trois villes françaises*, Thèse de doctorat en science politique sous la direction de Patrick Le Galès, Institut d'études politiques de Paris, Paris.

Brousse Cécile, 2006, Le réseau d'aide aux sans-domicile. Un univers segmenté, *Économie et Statistique*, n° 391, p. 15-34.

Bugeja-Bloch Fanny et Laure Crepin, 2020, Une double peine. Les conditions de logement et de confinement des familles monoparentales, *Métropolitiques*, <https://metropolitiques.eu/Une-double-peine-les-conditions-de-logement-et-de-confinement-des-familles.html> (consulté le 18 novembre 2025).

Bussi Chloé, 2023, *Aux frontières du social et du sanitaire. Approche ethnographique de la prise en charge de la santé des sans-abri en contres d'hébergement*, Thèse de doctorat de sociologie sous la direction d'Élise Palomares et Élise Lemercier, Université de Rouen Normandie, Rouen.

Cabanne Pierre-Yves et Lucie Richet-Mastain (dir.), 2021, *Minima sociaux et prestations sociales - Ménages aux revenus modestes et redistribution - Édition 2021*, Drees, <https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications/panoramas-de-la-drees/minima-sociaux-et-prestations-sociales-2021> (consulté le 18 novembre 2025)

Capelier Flore, 2021, Du consentement à la contrainte en protection de l'enfance. Accord, adhésion ou avis ?, *Vie sociale*, n° 33, p. 117-126.

Castel Robert, 1995, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard.

Challe Laetitia, Le Gallo Julie, L'Horty Yannick, du Parquet Loïc, et Pascale Petit, 2021, Parent isolé recherche appartement. Discriminations dans l'accès au logement et configurations familiales à Paris, *Population*, n° 76, p. 77-114.

Chantont Nelly, Toulemonde Isabelle, Frechon Isabelle et Aurore Lambert, 2023, S'assurer que les services de droit commun bénéficient aux familles vivant dans l'extrême pauvreté, *Revue française des affaires sociales*, n° 3, p. 157-168.

Clair Amy, 2019, Housing. An Under-Explored Influence on Children's Well-Being and Becoming, *Child Indicators Research*, n° 12, p. 609-626.

Dechaux Jean-Hugues et Marie-Clémence Le Pape, 2021, *Sociologie de la famille*, Paris, La Découverte.

Dejoux Virginie et Maryse Gaimard, 2021, Mal-logement des personnes âgées en France. Des situations marginales à l'habitat inadapté, *Retraite et société*, n° 85, p. 159-172.

Delon Margot, 2024, *Enfants des bidonvilles*, Paris, La Dispute.

DeLuca Stefanie, Wood, Holly et Peter Rosenblatt, 2019, Why Poor Families Move (And Where They Go). Reactive Mobility and Residential Decisions, *City & Community*, vol. 18, n°2, p. 556-589.

Deshayes Fabien, 2018, Séparations dans les familles monoparentales précaires. Prise en charge des enfants et soutien familial, *Revue des politiques sociales et familiales*, n° 127, p. 9-21.

Desmond Matthew, 2016, *Evicted. Poverty and profit in the American city*, New York, Crown Publishers.

Dietrich-Ragon Pascale, 2010, Les mal-logés parisiens face à la logique de l'urgence, *Lien social et Politiques*, n° 63, p. 105-117.

Dietrich-Ragon Pascale, 2013, Classement, déclassement, reclassement sur le marché résidentiel. L'exemple des occupants de logements dégradés parisiens, *Revue française de sociologie*, vol. 54, n° 2, p. 369-400.

Dietrich-Ragon Pascale, 2015, L'entourage des personnes en situation de précarité résidentielle. Force et faiblesse des liens sociaux dans l'exclusion du logement, *Revue française de sociologie*, vol. 56, n° 2, p. 301-330.

Dietrich-Ragon Pascale, 2017, Aux portes de la société française. Les personnes privées de logement issues de l'immigration, *Population*, vol. 72, n° 1, p. 7-38.

Dietrich-Ragon Pascale et Marie Loison (dir.), 2025a, *La face cachée du mal-logement. Enquête en marge du logement ordinaire*, Paris, Ined Éditions.

Dietrich-Ragon Pascale et Marie Loison, 2025b, L'escalier de Penrose. Trajectoires institutionnelles des sans-domicile "incasables", in Dietrich-Ragon Pascale et Marie Loison (dir.), *La face cachée du mal-logement. Enquête en marge du logement ordinaire*, Paris, Ined Éditions.

Domínguez-Folgueras Marta, et Laurent Lesnard, 2018, Familles et changement social, *L'Année sociologique*, vol. 68, n° 2, p. 295-314.

Driant Jean-Claude et Michèle Lelièvre, 2018, *Mal-logement, Mal-logés. Rapport 2017-2018*, Lens, Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Drieux Sylvaine, Martinez Corinne, Azaroili Nagat, et Valérie Demonchy, 2016, Familles monoparentales franciliennes : les femmes toujours en première ligne face aux difficultés, *Insee Analyses Île-de-France*, n° 29, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2019694> (consulté le 02 décembre 2025)

Eberhard Mireille, Guyavarch Emmanuelle et Émilie Segol, 2017, *Monoparentalité et précarité. La situation des familles sans logement en Île-de-France*, Paris, Observatoire du Samu social de Paris.

Eberhard Mireille, Guyavarch Emmanuelle et Erwan Le Méner, 2016, Structure familiale et hébergement d'urgence au 115 de Paris, *Revue des politiques sociales et familiales*, n° 123, p. 123-129.

Eloy Pierre, 2020, La parentalité sous contrainte des familles immigrées sans domicile en Île-de-France. Les résultats de l'enquête Enfams, *Revue des politiques sociales et familiales*, n° 134, p. 83-92.

Eloy Pierre, 2025, Ce que l'absence de logement fait aux familles, in Dietrich-Ragon Pascale et Loison Marie (dir.), *La face cachée du mal-logement. Enquête en marge du logement ordinaire*, Paris, Ined Éditions, p. 209-226.

Eydoux Anne, 2022, Les mères seules précaire, catégorie (é)mouvante des politiques sociales, in Lechevalier Arnaud, Mercat-Bruns Marie et Ferruccio Ricciardi (dir.), *Les catégories dans leur genre. Genèses, enjeux, productions*, Buenos Aires, Teseo, p. 355-378.

Faure Alain et Claire Lévy-Vroelant, 2007, *Une chambre en ville. Hôtels meublés et garnis à Paris 1860-1990*, Grâne, Éditions Créaphis.

Fijalkow Yankel, 2016, *Sociologie du logement*, Paris, La Découverte.

Fondation Abbé Pierre, 2023, *L'état du mal-logement en France. Rapport annuel #28*, <https://www.fondationpourlelogement.fr/wp-content/uploads/2025/06/28e-rapport-sur-letat-du-mal-logement-en-france.pdf>, (consulté le 18 novembre 2025).

Fondation pour le logement des défavorisés, 2025, *L'état du mal-logement en France. Rapport annuel #30*, https://www.fondationpourlelogement.fr/wp-content/uploads/import/sites/default/files/2025-02/ETAT_DU_MAL_LOGEMENT_EN_FRANCE_WEB_2025.pdf, (consulté le 02 décembre 2025).

François Camille, 2023, *De gré et de force. Comment l'État expulse les pauvres*, Paris, la Découverte.

Ganne Claire, Dietrich-Ragon Pascale et Isabelle Frechon, 2019, Devenir parent en sortant de l'Aide sociale à l'enfance. L'enchaînement des étapes du passage à l'âge adulte, *Revue française des affaires sociales*, n° 4, p. 147-168.

Gaulejac Vincent de, Pagès Max, et Annie Ernaux, 1999, *La névrose de classe. Trajectoire sociale et conflits d'identité*, Paris, Hommes et Groupes Éditeurs.

Gilbert Rémi et Laetitia Overney, 2021, Vieillir pauvre dans ses meubles. Enquête dans un foyer-logement, *Retraite et société*, vol. n° 85, n° 1, p. 17-41.

Girola Claudia, 2011, *Vivre sans abri. De la mémoire des lieux à l'affirmation de soi*, Paris, Éditions Rue d'Ulm.

Goffman Erving, 1975, *Stigmate les usages sociaux des handicaps*, Paris, Les Éditions de Minuit.

Guyavarch Emmanuelle, Le Méner Erwan et Nicolas Oppenchaim, 2016, La difficile articulation entre les espaces du quotidien chez les enfants sans logement, *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 111, p. 18-29.

Guyavarch Emmanuelle et Erwan Le Méner, 2014, Les familles sans domicile à Paris et en Île-de-France. Une population à découvrir, *Politiques sociales et familiales*, n° 115, p. 80-86.

Habouzit Rémi, 2020, La chute. Des catégories populaires face à l'expropriation, *Délibérée*, vol. 10, n° 2, p. 32-37.

Issenhuth Pernelle, Vivier Géraldine et Frechon Isabelle, 2010, Concilier les droits de chacun. Une éthique en dynamique, in Laurens Sylvain et Frederic Neyrat (dir.), *Enquêter, de quel droit ? Menaces sur l'enquête en sciences sociales*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, p. 185-207.

Laé Jean-François et Numa Murard, 1996, Célibataire à la rue, *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 113, p. 31-39.

Lazarus Jeanne, 2018, Pauvreté et rationalité du luxe, *Regards croisés sur l'économie*, n° 22, p. 86-95.

Lazarus Jeanne, 2012, Les enjeux de la sociologie de la pauvreté, *Ceriscope Pauvreté*, <https://sciencespo.hal.science/file/index/docid/1044531/filename/les-enjeux-de-la-sociologie-de-la-pauvrete.pdf> (consulté le 24 novembre 2025).

Le Bars Joanne, 2018, Accéder à un espace à soi. Contraintes de genre, luttes de classement et résistances en situation administrative précaire, *Annales de géographie*, vol. 2, n° 720, p. 169-191.

Le Méner Erwan, 2016, Au nom du fils. Ethnocomptabilité d'une famille de sans-papiers hébergée en hôtel social, *Revue des politiques sociales et familiales*, n° 123, p. 41-55.

Lefaucheur Nadine, 2019, Des filles-mères aux familles monoparentales. Nadine Lefaucheur commente La mère célibataire et son enfant, 1968 ; Familles monoparentales, 1979 et Après la séparation, 1988, *Informations sociales*, vol. 200, p. 58-65.

Lévy-Guillain Rébecca, Sponton Alix et Lucie Wicky, 2022, L'intime au bout du fil. Enjeux méthodologiques de l'entretien biographique à distance, *Revue française de sociologie*, vol. 63, n° 2, p. 311-332.

Lion Gaspard, 2024, Le camping résidentiel en milieu rural et périurbain. Enquête sur une forme singulière d'habitat populaire, *Sociologie*, vol. 15, n° 1, p. 45-64.

Loison Marie, 2023a, Le sans-domicilisme. Réflexion sur les catégories de l'exclusion du logement, *Revue française des affaires sociales*, n° 1, p. 29-50.

Loison Marie, 2023b, *Des femmes sans domicile invisibles ? Repenser le sans-domicilisme au prisme du genre*, Mémoire pour l'habilitation à diriger les recherches, Conservatoire National des Arts et Métiers, Paris.

Loison-Leruste Marie, 2014, *Habiter à côté des SDF. Représentations et attitudes face à la pauvreté*, Paris, L'Harmattan.

Loison-Leruste Marie et Gwenaëlle Perrier, 2019, Les trajectoires des femmes sans domicile à travers le prisme du genre. Entre vulnérabilité et protection, *Déviance et Société*, vol. 43, n° 1, p. 77-110.

Marçal Katherine E., Fowler Patrick J., et Nicholas Barr, 2023, A Typology of Family Housing Insecurity. Impacts of Caregiver Depression and Substance Use, *Journal of Child and Family Studies*, vol. 32, n° 10, p. 3288-3298.

Markou Efi, Delon Margot, Hadj Laure, Barraud de Lagerie Pauline et Stéphanie Abrial, 2024, À l'ombre des enquêtes, les compensations financières et matérielles, *Terrains & travaux*, n°45, vol. 2, p. 5-26.

Marpsat Maryse, 2023, Enquêter sur (et avec) les sans-domicile. Une trajectoire de recherche, *Revue française des affaires sociales*, n°1, p. 65-73.

Marpsat Maryse et Albert Vanderburg, 2004, *Le monde d'Albert la Panthère, cybernaute et sans domicile à Honolulu*, Rosny-sous-Bois, Éditions Bréal.

Maunaye Emmanuelle et Elsa Ramos, 2022, Le chez-soi et les limites de l'individualisation. Territoires personnels, statutaires et d'appartenances en déséquilibre, *Enfances Familles Générations*, n° 39, <https://journals.openedition.org/efg/13380> (consulté le 18 novembre 2025).

Mohammed Marwan, 2015, Les jeunes en bande et leurs parents. Les ressorts symboliques du détachement, *Criminologie*, vol. 48, n° 2, p. 187-207.

Neyrand Gérard, 2001, Mort de la famille monoparentale et de l'hébergement alterné. Du bon usage des désignations savantes, *Dialogue*, vol. 151, n° 1, p. 72-81.

Pan Ké Shon Jean-Louis et Claire Scodellaro, 2016, L'habitat des immigrés et des descendants. Ségrégation et discriminations perçues, in Beauchemin Cris, Hamel Christelle et Patrick Simon (dir.), *Trajectoires et origines*, Ined Éditions, p. 471-497.

Paugam Serge, 2000, *Le salarié de la précarité. Les nouvelles formes de l'intégration professionnelle*, Paris, Presses Universitaires de France.

Paugam Serge, 2006, *La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté*, Paris, Presses Universitaires de France.

Petiau Anne, 2025, Contester par l'habiter. Entre affranchissement et usages des politiques sociales, in Dietrich-Ragon Pascale et Loison Marie (dir.), *La face cachée du mal-logement. Enquête en marge du logement ordinaire*, Paris, Ined Éditions, p 143-162.

Quennehen Marine, 2025, La paternité, un non-sujet pour les hommes sans domicile ?, in Dietrich-Ragon Pascale et Loison Marie (dir.), *La face cachée du mal-logement. Enquête en marge du logement ordinaire*, Paris, Ined Éditions, p. 189-207

Roze Mathilde, Vandentorren Stéphanie et Maria Melchior, 2019, Santé mentale des mères et des enfants de familles sans logement en Île-de-France. Résultats de l'enquête Enfams, *Neuropsychiatrie de l'Enfance et de l'Adolescence*, vol. 67, n° 7, p. 313-318.

Salembier Chloé, 2023, Towards a feminist definition of housing, *Tijdschrift voor Genderstudies*, vol. 26, n° 1, p. 98-104.

Schwartz Olivier, 2012, *Le monde privé des ouvriers*, Paris, Presses Universitaires de France.

Sempé Mathilde, 2022, Les plateformes d'accompagnement social en hôtel social. Une organisation du travail déstabilisante pour les professionnelles de l'accompagnement, *Revue française des affaires sociales*, n° 4, p. 37-59.

Serre Delphine, 2010, Les assistantes sociales face à leur mandat de surveillance des familles. Des professionnelles divisées, *Déviance et Société*, vol. 34, n° 2, p. 149-162.

Stella Noemi, 2023, *La précarité résidentielle à l'aune de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre. Une analyse longitudinale des modes d'hébergement des personnes LGBTQ+ sans logement personnel en Île-de-France*, Thèse de doctorat en sociologie sous la direction de Florence Maillachon, École des Hautes études en sciences sociales, Paris.

Stettinger Vanessa, 2025, Les ambiguïtés du voisinage. Entre proximité et mise à distance en contexte de mal-logement, *Vie sociale*, n° 49, vol. 1, p. 63-75.

Stettinger Vanessa, 2024, *Le monde privé des pauvres. Liens familiaux, pauvretés et intervention sociale*, Mémoire pour l'habilitation à diriger les recherches, Université de Nantes, Nantes.

Stettinger Vanessa, 2023, De l'invisibilisation de la pauvreté à la visibilité des "désordres" familiaux, *Revue française des affaires sociales*, n° 3, p. 91-110.

Stettinger Vanessa, 2022, O aumento da violência intrafamiliar em França, em período de pandemia. Do que estamos falando?, *Revista Educação, Universidade Federal de Santa Maria (UFSM)*, Rio Grande do Sul.

Touraut Caroline, Oui Anne et Marie Romero, 2025, Introduction, *Vie sociale*, n° 49, p. 7-19.

Vandentorren Stéphanie, Stempfelet Morgane, Mondeilh Aude, Jehannin Pascal, Golliot Franck, Soullier Noémie, Bernillon Pascale et Agnès Verrier, 2025, Les effets du mal-logement sur la santé des enfants, *Vie sociale*, n° 49, p. 31-45.

Wardhaugh Julia, 1999, The Unaccommodated Woman. Home, Homelessness and Identity, *The Sociological Review*, vol. 47, n° 1, p. 91-109.

Weber Florence, 2000, Transactions marchandes, échanges rituels, relations personnelles. Une ethnographie économique après le Grand Partage, *Genèses*, vol. 41, n° 4, p. 85-107.